

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/L.1480

26 novembre 1975

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session

DEUXIEME COMMISSION

Point 65 de l'ordre du jour

EXAMEN ET EVALUATION A MI-PARCOURS DES PROGRES ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION  
DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT POUR LA DEUXIEME DECENNIE  
DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des  
pays en développement

Etat des incidences sur le budget-programme de la proposition figurant dans  
le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/L.1464

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153  
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. Aux termes du projet de résolution publié sous la cote A/C.2/L.1464, le Secrétaire général serait invité à entreprendre une nouvelle étude globale sur les données disponibles concernant le secteur public, en vue de partager l'expérience acquise au profit de la communauté internationale tout entière.
2. Le Secrétaire général est, entre autres, prié d'utiliser pour l'exécution de cette étude, les capacités et l'expérience dont disposent les institutions nationales. A cette fin, le Secrétaire général chargerait en 1976 les institutions nationales de certains pays d'établir des monographies sur la base desquelles serait fondée l'étude globale. Dans les régions ou zones où n'existent pas de telles institutions nationales, la documentation de base nécessaire aux fins de l'étude globale serait recueillie par un fonctionnaire. Le Secrétaire général se propose également de demander aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de répondre au questionnaire mentionné au paragraphe 4 du projet de résolution, ce qui permettra d'effectuer l'étude demandée sur une base aussi large que possible.
3. Donc, en dépit du fait que l'exécution de l'étude globale par les soins du personnel des services organiques du Siège serait financée au titre du Programme relatif à la planification, aux projections et aux politiques relatives au

développement, l'application du projet de résolution entraînerait, s'il était adopté, les dépenses supplémentaires suivantes :

Dollars E.-U.

Dépenses relatives à des services de consultants en vue de l'établissement de monographies par les institutions nationales en 1976 .....	12 000
--	--------

Frais de voyage du personnel chargé de recueillir de la documentation qui ne peut être trouvée auprès des institutions nationales, ou les réponses des gouvernements au questionnaire .....	3 000
---	-------

Edition, traduction et reproduction en six langues de l'étude globale (40 pages, interligne simple) devant être présentée en 1977 au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale .....	9 000
---	-------

TOTAL	<u><u>24 000</u></u>
-------	----------------------

-----